

## Riposter à la crise du coronavirus

*Il est absolument prioritaire de surveiller, d'endiguer et d'atténuer les effets du coronavirus. Une action opportune et décisive des autorités sanitaires, des banques centrales, ainsi que des autorités budgétaires, réglementaires et de contrôle, peut permettre d'endiguer la flambée du virus et de contrebalancer le préjudice économique causé par la pandémie. Les banques centrales doivent soutenir la demande et la confiance en empêchant un resserrement des conditions financières, en abaissant le coût de l'emprunt pour les ménages et les entreprises et en assurant la liquidité du marché. La politique budgétaire doit intervenir pour accorder une aide considérable aux personnes et aux entreprises les plus touchées, y compris dans les secteurs informels les plus difficiles d'accès. Les mesures de réglementation et de contrôle doivent avoir pour but de préserver la stabilité financière et la solidité du système bancaire, tout en soutenant l'activité économique.*

*D'importantes mesures allant dans le bon sens ont été prises ces derniers jours, mais il faudrait faire davantage. Alors que le virus se répand à travers la planète, une action décisive et coordonnée est indispensable pour garantir la stabilité de l'économie et des marchés financiers mondiaux, stimuler la confiance et prévenir des répercussions économiques profondes et de longue durée. En outre, nous devons aider les pays plus pauvres et les plus vulnérables en leur apportant des équipements et des financements pour prévenir et traiter les infections. Le FMI se tient prêt à assister ses pays membres, notamment en offrant un appui financier aux pays les plus durement touchés.*

***Des mesures de surveillance et d'endiguement sont essentielles pour freiner la propagation du virus et maintenir les systèmes de santé au-dessous de leur charge maximale.***

- *Un suivi précoce, ainsi que des mesures d'endiguement rapides et complètes, ralentiront la propagation du virus. L'Organisation mondiale de la santé a émis des lignes directrices sur les mesures sanitaires. Afin de restreindre la contagion, une couverture adéquate de congé-maladie payé doit être assurée. Dans les pays où le dispositif de protection sociale est moins fiable, les interventions de santé doivent cibler les secteurs informels et les personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Il convient de réaliser des tests systématiques pour documenter les progrès et déterminer à quel moment les régions précédemment touchées peuvent reprendre leurs activités.*
- *Accroître considérablement les dépenses de santé publique en urgence. Des systèmes débordés peuvent amplifier le choc initial par l'anxiété sociale, des moyens de détection et de traitement restreints et un recours accru à la mise en quarantaine. Parmi les mesures clés figure l'appui aux consultations médicales à distance et aux recrutements extraordinaires dans le secteur de la santé. À cela devraient s'ajouter une réponse coordonnée des usines de fabrication de matériel médical et des efforts pour éviter une constitution excessive de réserves, qui aurait des répercussions négatives sur d'autres pays.*
- *Sensibiliser les populations à la gravité de la crise et changer les comportements. Il convient de créer un groupe de haut niveau pour coordonner la riposte. Une communication opportune et régulière d'informations issues de sources crédibles est essentielle. Cela comprend une mise à jour quotidienne*

sur la gravité de l'épidémie. Des directives nationales et des conseils transparents orienteront les efforts et l'allocation de ressources des entreprises, tout en permettant au secteur public de surveiller, de planifier et de lutter contre la pandémie.

- *Coopérer sur les mesures à prendre pour aider les personnes vulnérables à l'intérieur et entre les pays.* Il demeure important de s'assurer que des équipements médicaux essentiels parviennent sans restriction aux personnes et aux pays qui en ont le plus besoin, faute de quoi, les taux d'infection augmenteront davantage et l'épidémie se prolongera.

***Les banques centrales doivent soutenir la demande et la confiance en assouplissant les conditions financières, en assurant le flux du crédit vers l'économie réelle et en promouvant la liquidité des marchés financiers intérieurs et internationaux.***

- *Les banques centrales doivent fournir de la liquidité pour assurer le fonctionnement du marché et atténuer les tensions sur les principaux marchés de financement, à travers des opérations d'open-market, le prolongement des échéances de prêt et d'autres mesures comme l'achat ferme et la prise en pension de titres.*
- *L'assouplissement monétaire soutiendra la demande et la confiance, tout en réduisant le coût de l'emprunt pour les ménages et les entreprises.* Outre la réduction des taux d'intérêt (là où il existe une marge), les mesures de relance peuvent prendre la forme d'un cadrage prospectif de la trajectoire de politique monétaire prévue et d'une expansion des achats d'actifs (y compris les actifs risqués).
- *Des mesures provisoires ciblées seront bénéfiques aux secteurs les plus éprouvés.* Afin de compléter les mesures générales, il faudrait envisager un soutien plus ciblé à certaines catégories d'actifs.
- *Une action coordonnée des banques centrales du G-7 peut assurer la stabilité de l'économie et des marchés financiers mondiaux.* Il peut s'agir d'un assouplissement monétaire coordonné et de lignes de crédit réciproques (et en faveur des pays émergents) pour atténuer les tensions sur les marchés financiers mondiaux et sur la liquidité.
- *Dans les pays émergents et les pays en développement, la politique monétaire devra concilier soutien de la croissance et réduction des tensions extérieures, notamment les chocs sur les cours des produits de base et les retournements des flux de capitaux.* Un relâchement monétaire dans les pays du G-7 donnera de la marge aux banques centrales des pays émergents et des pays en développement pour leur emboîter le pas afin d'appuyer la demande intérieure. Un régime de change flexible peut contrebalancer les chocs extérieurs, mais une intervention sur le marché des changes peut s'avérer nécessaire en cas de désordre sur le marché. Dans les situations de crise ou de crise imminente, des mesures provisoires concernant les mouvements de capitaux peuvent s'imposer.

***Pendant la pandémie, une aide budgétaire considérable devra être fournie d'urgence aux personnes et aux entreprises touchées. Selon l'évolution de la pandémie, des mesures de relance budgétaire pourraient s'avérer nécessaires afin de prévenir des dégâts économiques sur le long terme.***

- *L'État devrait fournir une aide notable aux personnes et aux entreprises touchées.* Les subventions salariales en faveur des entreprises étant forcées de fermer peuvent contribuer à prévenir les effets en cascade, comme les faillites et les licenciements massifs, qui auraient des répercussions durables sur la reprise future et la demande globale. Pour les foyers à faible revenu, les transferts monétaires peuvent appuyer la consommation et préserver un niveau de vie minimum.
- *Une relance budgétaire généralisée aidera à soutenir la demande globale.* Le choix entre les diverses options (par exemple, des mesures qui dynamisent l'investissement ou des réductions d'impôts pour l'ensemble des contribuables) dépendra de l'évolution du choc et de l'espace budgétaire disponible. Bien que l'impact d'une relance budgétaire généralisée puisse être minime d'ici au repli de la pandémie de COVID-19 compte tenu des fortes perturbations de l'offre, la mise en œuvre accélérée d'investissements ou d'autres mesures discrétionnaires pourrait permettre d'éviter une relance trop tardive.
- *Les pays du G-20 ont déployé des mesures budgétaires en temps voulu, mais leur riposte reste, pour l'instant, inférieure à celle observée durant la crise financière mondiale<sup>1</sup>.* Compte tenu du caractère provisoire des épidémies, il est probable que la crise actuelle soit plus brève. Toutefois, à mesure que le virus se propage à travers le monde, il faudra en faire davantage en 2020 et le besoin d'une *relance budgétaire mondiale coordonnée et synchronisée* afin de renforcer la confiance se fait de plus en sentir.
- *Les pays à faible revenu dont la marge de manœuvre intérieure est limitée dépendent fortement de la croissance mondiale.* Un grand nombre de pays à faible revenu subissent de multiples chocs sur la demande extérieure, les termes de l'échange et les conditions de financement. Leur capacité à lisser leur croissance est restreinte compte tenu du niveau élevé de leur dette publique et du manque de souplesse de leur politique monétaire ou de change. Un ajustement des dépenses favorable à la croissance ainsi qu'un soutien financier permettront d'assurer un atterrissage en douceur. Des financements concessionnels accordés en temps voulu par les principales puissances économiques et les institutions financières internationales permettront d'amortir le choc.

***Les mesures de réglementation et de contrôle doivent avoir pour but de préserver la stabilité financière et la solidité du système bancaire, tout en soutenant l'activité économique.***

---

<sup>1</sup> Contrairement à la crise financière mondiale de 2008, la plupart des mesures de relance ont été jusqu'ici entreprises par les pays d'Asie, les premiers touchés par cette pandémie.

- *Le coronavirus pèsera sur la capacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts et fera baisser les revenus des banques, ce qui pourrait à terme porter atteinte à la solidité et à la stabilité de ces dernières.* Les banques devraient être encouragées à profiter de la souplesse des réglementations existantes et à renégocier avec prudence les conditions de prêt pour les emprunteurs en difficulté. Les règles de classement et de provisionnement des prêts ne devraient pas être assouplies et il convient de mesurer le plus précisément possible les prêts improductifs et les pertes potentielles.
- *Il sera important de divulguer les risques en toute transparence et de communiquer clairement les attentes en matière de contrôle pour la gestion des répercussions de l'épidémie afin de maintenir une bonne discipline de marché.* Les instances de contrôle devraient renforcer le suivi de la solidité financière, accroître la fréquence du dialogue avec les entités réglementées, ainsi que réfléchir en priorité aux façons de planifier la continuité des activités et de préserver la résilience opérationnelle.
- *Les volants de liquidités devraient être utilisés si nécessaire, et un durcissement des exigences de déclaration aux autorités de contrôle pourrait être envisagé pour surveiller les problèmes de liquidité.* Les banques devraient recourir aux volants existants pour absorber les coûts de la restructuration, en puisant d'abord dans les volants de conservation des fonds propres pour absorber leurs pertes ; les autorités de contrôle devraient veiller à ce que les modalités de distribution des dividendes soient réexaminées, au besoin. Dans le cas où ce dispositif est déjà opérationnel, des volants de fonds propres anticycliques pourraient aussi être mis à disposition.
- *Les autorités pourraient être amenées à déployer des mesures d'accompagnement supplémentaires : lors des crises antérieures, ces mesures ont principalement pris la forme de subventions et d'allègements fiscaux en faveur des petits emprunteurs, ainsi que de garanties de crédit et de programmes d'achat d'actifs pour soutenir les banques, bien que des injections de capitaux et des garanties de dépôts générales aient aussi été utilisées pour rétablir la confiance et endiguer les turbulences systémiques.*

***Il est essentiel de faire preuve de coordination et de coopération au niveau mondial pour assurer une reprise ordonnée, et de veiller à ce que les mesures prises soient définies de sorte que les plus démunis ne soient pas davantage laissés pour compte.***

- *La prise de mesures déterminées et coordonnées par ceux qui ont plus de poids en matière de politique économique servira l'intérêt général.* Les mesures dynamiques prises par le G-7 et d'autres grandes puissances économiques pour limiter les taux d'infection, favoriser un flux ordonné de fournitures médicales et donner l'impulsion nécessaire à l'activité mondiale seront utiles aux nombreux pays qui ne disposent pas de moyens intérieurs suffisants pour faire face aux multiples chocs.
- *Les mesures doivent être adaptées aux systèmes administratifs en place et à leurs capacités.* Lorsque les systèmes administratifs sont faibles et que les dispositions prises ne peuvent pas être ciblées avec précision, des mesures plus globales peuvent se révéler nécessaires pour apporter une réponse efficace. Il faut veiller à aider les régions et collectivités difficiles d'accès.

- *Le FMI est prêt à mobiliser sa capacité de prêt de 1 000 milliards de dollars pour aider ses pays membres à faire face à la pandémie de coronavirus et à ses coûts considérables sur les plans humain, économique et financier (annexe). De nombreux pays membres sont aujourd'hui menacés et ont besoin d'aide compte tenu de la faiblesse de leurs systèmes de santé, de leur marge de manœuvre limitée et de leur exposition aux chocs majeurs sur les termes de l'échange et aux répercussions financières observées ces derniers jours. En outre, le FMI est en étroite relation avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales et coordonne avec ces entités le soutien apporté aux pays.*

## **Annexe : le rôle du FMI**

Le FMI a déjà reçu des demandes de financement et des requêtes de plus de 20 pays. Il devrait en recevoir d'autres et se tient prêt à utiliser l'ensemble des outils dont il dispose :

- *dans un premier temps, le FMI peut recourir à ses mécanismes modulables d'intervention d'urgence (instrument de financement rapide (IFR) et facilité de crédit rapide (FCR)) pour aider les pays présentant des besoins urgents de financement de leur balance des paiements. L'IFR est accessible à tous les pays membres, tandis que la FCR concessionnelle permet d'accorder des prêts à taux zéro aux pays membres admissibles au fonds fiduciaire RPC. Dans les deux cas, il n'est pas nécessaire de mettre en place un programme à part entière. Ces mécanismes pourraient permettre d'apporter un appui de l'ordre de 50 milliards de dollars aux pays émergents et aux pays en développement ;*
- *le financement d'urgence au titre de la FCR et de l'IFR peut ouvrir la voie à de nouveaux programmes appuyés par le FMI assortis de prêts plus conséquents, en s'appuyant sur la capacité de prêt de 1 000 milliards de dollars du FMI ;*
- *le FMI compte déjà 40 accords en cours (de décaissement ou de précaution) prévoyant des engagements de ressources d'un montant cumulé d'environ 200 milliards de dollars. Dans de nombreux cas, ces accords peuvent constituer un autre moyen de décaisser rapidement un financement de crise ;*
- *le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds ARC) peut permettre aux pays les plus pauvres et les plus touchés de bénéficier de dons pour assurer le service de la dette contractée auprès du FMI, ce qui libère des ressources vitales pour l'endiguement et l'atténuation de la pandémie. À la suite de la récente promesse du Royaume-Uni de verser jusqu'à 195 millions de dollars, le fonds ARC est désormais doté d'un budget d'environ 400 millions de dollars pour l'allègement de la dette. Nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres donateurs pour porter les ressources disponibles à 1 milliard de dollars ;*
- *le FMI continuera de jouer un rôle central au sein du dispositif mondial de sécurité financière, en facilitant et en coordonnant le soutien émanant d'autres institutions financières internationales, d'accords de financement régionaux et de donateurs bilatéraux, ainsi que (s'il est sollicité à cet effet) l'appui des pays membres disposant de lignes de crédit réciproques.*

Compte tenu de l'évolution rapide de la crise, le FMI est conscient de la nécessité d'agir rapidement. Aussi, des dispositions sont prises pour que, si la crise devait s'aggraver, des mesures d'urgence supplémentaires puissent être rapidement mises en œuvre.